



OBSERVATOIRE
DU RISQUE
POLITIQUE
ET SOCIAL EN ASIE

Birmanie : entre rivalité interne et compétition stratégique

Kareem Salem

Chercheur géopolitique chez Alert-24, analyste à l'Institut d'études de géopolitique appliquée

10 septembre 2025

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2025.

Comment citer cette publication :

Kareem Salem, *Birmanie : entre rivalité interne et compétition stratégique*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 10 septembre 2025.

121 rue du Vieux Pont de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

Table des matières

Introduction.....	2
Rapport des forces.....	3
Position diplomatique de la Tatmadaw	6
Recul occidental.....	10
Répercussions sur l'ASEAN	12
Conclusion	17
Bibliographie.....	19

Introduction

Située au carrefour des grandes routes commerciales de l’océan Indien et frontalière de deux puissances nucléaires, la Chine et l’Inde, la Birmanie occupe une position stratégique au cœur de rivalités géopolitiques marquées, exacerbées par une instabilité politique persistante. Depuis son indépendance du Royaume-Uni en 1948, le pays peine à instaurer une gouvernance efficace dans une société profondément hétérogène sur le plan ethnique. Sa population d’environ 54 millions d’habitants se compose principalement de Bamar (autour de 70 pour cent), mais aussi d’Arakanais, de Shans, de Kayins, de Kachins et de Rohingyas.

La Birmanie n’a connu qu’une brève décennie de vie démocratique avant que l’armée (Tatmadaw), dirigée par le général Ne Win, ne prenne le pouvoir par un coup d’État en mars 1962. Depuis lors, le pays est resté en marge des transitions démocratiques ayant marqué les Philippines (1986), la Thaïlande (1992) ou l’Indonésie (1998).

Une ouverture politique semblait s’esquisser en 2010, avec la libération d’Aung San Suu Kyi et la victoire de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), aux élections de 2015. La Tatmadaw conservait toutefois un rôle prépondérant dans les affaires de l’État. Elle détenait le contrôle des ministères régaliens, tels que la Défense et la Sécurité intérieure, et avait empêché Suu Kyi d’accéder à la présidence grâce à une clause clé de la Constitution de 2008 interdisant à toute personne ayant des liens familiaux avec des ressortissants étrangers de briguer cette fonction¹.

La capacité de la junte à agir dans l’ombre prenait toutes ses dimensions en février 2021, lorsqu’elle renversait le gouvernement civil nouvellement élu par un nouveau coup d’État, arrêtant les principaux dirigeants de la LND, dont Suu Kyi. Elle justifiait ce coup de force par des allégations infondées de fraude électorale généralisée lors des élections de 2020². Depuis lors, le

¹ B. PHILIP, « En Birmanie, le parti d’Aung San Suu Kyi défie l’armée », *Le Monde*, 12 mars 2020.

² Le Monde et Agence France-Presse, « Aung San Suu Kyi poursuivie pour « fraude électorale » lors des législatives de 2020 », *Le Monde*, 16 novembre 2021.

pays s'enlise dans une guerre civile opposant la Tatmadaw à une vaste coalition d'organisations ethniques armées (OEA), avec une intensification notable des combats depuis le déclenchement de l'opération 1027 en octobre 2023.

Rapport des forces

Plus d'un an après le lancement de l'opération 1027, les groupes armés non étatiques contrôlent de vastes zones frontalières et rurales. Cette progression met la junte sous pression et incite Pékin, son principal soutien politique et économique, à renforcer son appui, dans une logique de préservation de ses intérêts stratégiques. Depuis le coup d'État de 2021, la Chine s'est imposée comme l'un des principaux fournisseurs d'armements conventionnels de la Tatmadaw, avec des ventes estimées à 267 millions de dollars, derrière la Russie (406 millions)³. Pékin fournit notamment des armes lourdes et des avions militaires Guizhou, dont les modèles JL-9⁴, adaptés aux missions d'appui au sol⁵. Cette coopération s'étend à la formation des officiers, aux échanges de renseignements et aux manœuvres conjointes⁶. Bien qu'éloignée géographiquement, la Russie livre également des drones armés, des avions de chasse Sukhoi Su-30, des hélicoptères d'attaque et des véhicules blindés⁷.

L'Inde, préoccupée par la porosité de sa frontière avec la Birmanie, soutient également la junte en lui fournissant des drones de reconnaissance et d'attaque, des missiles sol-air, ainsi que des équipements techniques pour la marine, tels que des dômes sonar, des transducteurs et des systèmes de communication⁸. Ce soutien s'explique par les répercussions directes du conflit

³ Human Rights Council, « The billion dollar death trade: the international arms networks that enable human rights violations in Myanmar. Conference room paper of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar », 2023.

⁴ Télévision Suisse Romande (RTS), « La Chine joue un double jeu en Birmanie », 17 mai 2025.

⁵ War Wings Daily, Guizhou (AVIC) JL-9 Shanying (FTC-2000 Mountain Eagle).

⁶ E. VÉRON et E. LINCOT, « La Birmanie, objet de toutes les attentions chinoises en Asie du Sud-Est », *The Conversation*, 8 septembre 2020.

⁷ *Op. cit.*, Human Rights Council, 2023.

⁸ Radio Free Asia Burmese, « India sells arms to junta while claiming concern over crisis in Myanmar », *Radio Free Asia*, 7 mars 2023.

birman sur ses États du Nord-Est, notamment au Manipur, où des groupes séparatistes, comme l'Armée nationale kuki, réémergent, souvent lourdement armés, après des combats en territoire birman⁹.

Selon le dernier rapport du Gouvernement d'unité nationale (NUG), gouvernement en exil dominé par des membres de la LND, les groupes armés non étatiques contrôlèrent aujourd'hui 95 des 330 cantons du pays (soit 44 pour cent), contre seulement 107 (32 pour cent) pour la junte¹⁰. Face à cette situation, le chef de la Tatmadaw, le général Min Aung Hlaing, a depuis pressé ses commandants de tirer parti du récent séisme de magnitude 7,7 sur l'échelle de Richter, survenu le 28 mars, pour intensifier les frappes aériennes sur les positions tenues par les OEA.

Des frappes aériennes étaient notamment signalées dans l'État Shan, frontalier de la Chine, de la Thaïlande et du Laos, dans la ville de Naungcho, peu après la catastrophe naturelle, faisant sept morts parmi les combattants¹¹. Les combats autour de Naungcho se sont intensifiés depuis juin, avec des affrontements observés sur deux axes routiers entre la junte et l'Armée de libération nationale Ta'ang : la route Mandalay-Lashio-Muse et la route Lawksawk-Kyawkku-Nawngkhio¹².

Entre le 2 et le 21 avril, la junte menait 120 frappes aériennes, y compris dans des zones sinistrées¹³. Plus d'une quarantaine de civils avaient notamment été retrouvés morts dans des villages du nord de la région de Sagaing, le 9 avril, après une série de bombardements¹⁴. Les frappes dans la région se sont intensifiées contre les OEA après l'écrasement, en juin, d'un avion de chasse de la Tatmadaw dans le village de Sapar Sae¹⁵.

Cette stratégie répressive s'inscrit dans la continuité de l'approche brutale de la junte, fidèle à la ligne dure suivie pendant la période de dictature militaire (1962-2015), marquée par un refus systématique de toute concession territoriale en faveur des groupes armés non étatiques.

⁹ Reuters, « Indian army operation on Myanmar border kills 10 insurgents », 15 mai 2025.

¹⁰ National Unity Government, « 2024 military progress report », *Republic of the Union of Myanmar Ministry of Defence*, 2025.

¹¹ Le Figaro et Agence France-Presse, « En Birmanie, une frappe de la junte juste après le séisme a fait sept morts chez les rebelles », *Le Figaro*, 30 mars 2025.

¹² The Irrawaddy, « Fighting nears Nawngkhio town as Myanmar Junta pushes to retake N. Shan », 5 juin 2025.

¹³ Fortify Rights, Myanmar Junta bombs civilians during ceasefire, hits earthquake zones, 2 mai 2025.

¹⁴ A. MANDRI, « En Birmanie, les dégâts du séisme s'ajoutent à la cruauté de la junte : « Les gens sont comme anesthésiés, c'est un traumatisme après un autre », *Le Monde*, 12 avril 2025.

¹⁵ La Libre Belgique, « Quatre civils tués dans un crash d'avion en Birmanie », 13 juin 2025.

Pourtant, ces offensives semblent avoir un impact limité sur le terrain. Le 8 avril, l'Armée de l'indépendance kachin (KIA), appuyée par la Force de défense du peuple (PDF), la branche armée du NUG, revendiquait la prise d'Indaw, une ville stratégique du nord de Sagaing, près de la frontière de l'État Kachin, à l'issue de huit mois de combats¹⁶. Malgré une contre-offensive de la Tatmadaw lancée depuis Kamaing, une localité du nord renommée pour ses mines de jade, contre la ville de Hpakant depuis le mois de mai, la KIA semble maintenir ses positions¹⁷.

Depuis le coup d'État de 2021, la KIA coopère activement avec les forces du NUG et d'autres groupes insurgés, principalement dans l'État Kachin, la région de Sagaing et le nord de l'État Shan. À ce jour, elle revendique la capture de plus de 300 bases et avant-postes de la junte, ainsi que le contrôle d'une quinzaine de localités¹⁸. Elle contrôle également plusieurs sites stratégiques d'extraction de terres rares, notamment autour de Panwa et Chpwe, sources majeures de financement¹⁹.

Dans l'État Rakhine, la pression s'intensifie aussi sur la junte. L'Armée d'Arakan (AA), active sur la façade du golfe du Bengale, contrôlait, au Nouvel An, 14 des 17 cantons de l'État, ne laissant à la Tatmadaw que la capitale régionale, Sittwe, le port stratégique de Kyaukphyu et l'île reculée de Manaung. Bien que l'AA évite d'attaquer Kyaukphyu afin de ne pas heurter les intérêts chinois, elle fait face depuis juin au déploiement accumulé d'avions de chasse et de navires de guerre par le régime²⁰. L'AA a simultanément ouvert un front à l'est, le long de la chaîne Arakan Yoma, menaçant les régions centrales de Magway, Bago et Ayeyarwady²¹. Cette manœuvre vise potentiellement à couper l'axe routier Patheingyi-Monywa, limitant ainsi les mouvements militaires de la junte vers l'ouest.

Dans le sud-est, la Tatmadaw fait face à l'offensive conjointe des forces de l'Union nationale karen (KNU) et de leurs alliés, actifs dans les États Karen, Kayah (Karenni), Mon et la région de Tanintharyi, à la frontière thaïlandaise. Le 30 mai, l'Armée de libération nationale karen et la PDF

¹⁶ The Irrawaddy, « KIA-led force seizes Indaw from Myanmar Junta after 8-month battle », 8 avril 2025.

¹⁷ The Irrawaddy, « KIA, Junta troops continue battle for control of Myanmar's Jade Hub », 18 juin 2025.

¹⁸ *Op. cit.*, The Irrawaddy, 8 avril 2025.

¹⁹ W.Y.P. NAING et L. SAE-PHO, « Northern Myanmar poses a challenge to China's critical minerals strategy », *The Diplomat*, 9 mai 2025.

²⁰ F. GUILBERT, « Birmanie Express – Actualités : que retenir de l'actualité birmane du 9 au 15 juin ? », *Gavroche Thaïlande*, 16 juin 2025.

²¹ A. DAVIS, « Arakan Army holds the key to breaking Myanmar's junta », *Asia Times*, 26 mars 2025.

s'emparaient du mont Bayint Naung, hauteur stratégique surplombant Myawaddy, dans l'État Karen²². Le même jour, elles prenaient également le poste de Wawlay, situé dans le même État²³. Cette dynamique se poursuivait en juillet, avec la capture de deux bataillons de la junte à Hpasawng, sur la route menant à Loikaw, capitale de l'État de Kayah, toujours sous contrôle de la Tatmadaw²⁴.

Position diplomatique de la Tatmadaw

Au niveau diplomatique, la junte a renforcé ses relations avec ses principaux partenaires à la suite du dernier séisme. Dès les premières heures de la catastrophe, la Chine et la Russie ont répondu rapidement : Pékin avait envoyé entre 120 et 135 secouristes accompagnés de matériel de secours et octroyait une aide humanitaire d'urgence de 13,8 millions de dollars²⁵. Moscou, de son côté, avait acheminé un fret humanitaire de plus de 59 tonnes²⁶. Plusieurs partenaires régionaux, dont la Thaïlande, l'Inde et le Vietnam, avaient également envoyé des équipes de secours, des gestes largement relayés par les médias officiels birmans, présentés comme des preuves de la résilience diplomatique du régime militaire.

Mandalay, l'ancienne capitale royale et la deuxième plus grande agglomération du pays, avait servi de principal point d'appui à cette aide internationale. Contrôlée par la Tatmadaw et située à proximité de l'épicentre du séisme, la ville avait été durement touchée : des témoignages faisaient état de rues entièrement rasées en quelques secondes et de l'effondrement de monuments historiques, dont la pagode Shwe Sar Yan, datant du XVII^e siècle²⁷.

²² F. GUILBERT, « Birmanie Express – Actualités : que retenir de l'actualité birmane du 26 mai au 1^{er} juin ? », *Gavroche Thaïlande*, 2 juin 2025.

²³ *Ibid.*

²⁴ F. GUILBERT, « Birmanie Express – Actualités : que retenir de l'actualité birmane du 30 juin au 6 juillet ? », *Gavroche Thaïlande*, 7 juillet 2025.

²⁵ Radio France Internationale, « Birmanie : après le séisme dévastateur, l'aide internationale tente de s'organiser », 30 mars 2025.

²⁶ Interfax, « Russia sending some 60 tonnes of humanitarian assistance to those hurt by earthquake in Myanmar », 9 avril 2025.

²⁷ S. PIERRE, « En Birmanie, le séisme dévastateur a endommagé des temples ancestraux », *Le Figaro*, 2 avril 2025.

Sur le plan économique, les conséquences du séisme s'annoncent sévères, avec un accroissement attendu de la pauvreté et une baisse des revenus nationaux d'ici la fin de l'exercice fiscal²⁸. Les économistes estiment que la junte devra mobiliser plusieurs milliards, voire des milliers de milliards de kyats, pour rétablir les fonctions essentielles de l'État²⁹.

Face à ces tensions, la Chine adopte une posture prudente. Si Pékin reconnaît les difficultés rencontrées par la Tatmadaw, il souligne toutefois que celle-ci contrôle toujours les principales infrastructures économiques et les centres urbains denses. Le régime détient encore des recettes d'exportation significatives et parvient à contourner la plupart des sanctions internationales³⁰. L'une des raisons majeures réside dans la faible exposition de l'économie birmane aux capitaux occidentaux : avant le rétablissement des sanctions, entre 2019 et 2020, les investissements directs étrangers cumulés des pays du G7 représentaient moins de dix pour cent des flux annuels.

La Birmanie occupe une position stratégique dans la politique régionale de Pékin, notamment dans le cadre du Corridor économique Chine-Birmanie (CMEC), évalué à près de 15 milliards de dollars. Ce projet, pilier terrestre et maritime des Nouvelles routes de la soie, *Belt and Road Initiative* (BRI), vise à réduire la dépendance de la Chine au détroit de Malacca, par lequel transite la majeure partie de son commerce maritime³¹. Il s'appuie sur des infrastructures stratégiques : le port de Kyaukpyu, un oléoduc de 1,5 milliard de dollars vers Kunming, ainsi qu'une future ligne ferroviaire reliant ces deux villes. Ce projet est également destiné à stimuler le développement économique du Yunnan, une des provinces les plus pauvres de Chine, dont le PIB par habitant reste inférieur à la moyenne nationale³².

Les intérêts économiques chinois sont également étroitement liés aux ressources naturelles birmanes, notamment aux abondantes réserves de terres rares. La Birmanie est aujourd'hui la quatrième source mondiale de terres rares, en particulier celles de type moyen et lourd, cruciales pour les industries de haute technologie, d'énergie, d'électronique et de défense³³. Entre 2017 et

²⁸ DR.H.H. THEIN., DR.A. ANDREOTTA et DR.D.S.A. GUTTORMSEN, « The devastating cost of the Myanmar earthquake », *Asialink*, 7 mai 2025.

²⁹ M.S.N. CHAN, « Earthquake deals heavy blow to Myanmar Military », *The Irrawaddy*, 11 avril 2025.

³⁰ A. SELTH, « Myanmar's « failed junta » turns four », *Lowy Institute*, 29 janvier 2025.

³¹ J-F. DI MEGLIO, Sécurité énergétique en Chine et diplomatie climatique vertueuse : le grand paradoxe. *GREEN*, 2001, vol. 1, n°1, pp. 67-70.

³² L. LIU, « China LRG in focus - Yunnan Province », *S&P Global Ratings*, 2023.

³³ Gouvernement du Canada, Faits sur les éléments des terres rares.

2024, le commerce bilatéral entre Naypyidaw et Pékin était estimé à 6 milliards de dollars³⁴. L'État Rakhine recèle aussi d'importants gisements de titane, d'aluminium, d'uranium et de nickel, qui intéressent particulièrement Pékin³⁵.

Cependant, l'absence de gouvernance dans les zones frontalières favorise l'implantation de réseaux criminels spécialisés dans la cyberfraude, compromettant la sécurité des investissements chinois. Ces groupes exploitent notamment des citoyens chinois enlevés, souvent de jeunes diplômés au chômage, piégés par de fausses offres d'emploi sur les réseaux sociaux, avant d'être transférés dans des centres d'escroquerie, dont les principaux foyers se trouvent dans les États Karen et Shan³⁶. Beaucoup de ces centres sont gérés en collaboration avec des organisations criminelles chinoises. Sur place, ils sont contraints de participer à des opérations de cybercriminalité, telles que des escroqueries aux cryptomonnaies et des opérations de blanchiment d'argent³⁷.

Le vide institutionnel dans ces zones a également contribué à accentuer le trafic de stupéfiants. Depuis le coup d'État, la Birmanie est redevenue le premier fournisseur mondial d'opium et de ses dérivés, principalement cultivés dans l'État Shan. Des groupes armés non étatiques, comme la MNDA (Armée de l'Alliance nationale démocratique de Birmanie), cherchent à tirer profit de ce commerce illicite. Pékin reste notamment préoccupé par l'ampleur des trafics le long de sa frontière, où la drogue, principalement la méthamphétamine, l'héroïne et les précurseurs chimiques, entre d'abord par le Yunnan avant de se diffuser à travers le pays, malgré les saisies importantes réalisées par les autorités chinoises³⁸.

La frontière sino-birmane dépasse largement le simple cadre géographique : elle est essentielle aux ambitions stratégiques et économiques de la Chine. Contrairement à d'autres pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui cherchent à maintenir un équilibre entre les grandes puissances, la Birmanie, isolée et sanctionnée depuis des décennies, s'est

³⁴ F. GUILBERT, « Birmanie – Conflit : Exclusif – Comment la guerre civile se nourrit des terres rares », *Gavroche Thaïlande*, 30 juin 2025.

³⁵ A. LORIN, « La Birmanie et le drame des Rohingyas », *Vie publique*, 23 janvier 2020.

³⁶ B. PEDROLETTI, « La Thaïlande coupe l'électricité aux centres de fraude birmans pour rassurer la Chine », *Le Monde*, 8 février 2025.

³⁷ P.K. BENG, « Anwar's highly calculated handshake with Min Aung Hlaing », *Asia Times*, 18 avril 2025.

³⁸ Geopolitika, « En Birmanie, le trafic de drogue et la guerre politique sont étroitement liés. Entretien avec Adam Benna », *Conflits – Revue de Géopolitique*, 27 mars 2025.

fermement alignée sur l'axe Pékin-Moscou. Elle reste à ce jour le seul État membre de l'ASEAN à avoir soutenu explicitement l'invasion russe de l'Ukraine à l'Assemblée générale des Nations unies, tout en appuyant systématiquement les positions chinoises concernant ses revendications maritimes et ses positions diplomatiques au sein des instances onusiennes.

Pékin et Moscou entendent faire avancer le groupe des BRICS, dans l'objectif de remodeler l'ordre régional face à l'influence stratégique américaine dans la zone indopacifique. La Birmanie occupe une position centrale dans les projets d'expansion du groupe. À terme, elle pourrait servir les intérêts chinois en permettant notamment d'intensifier l'extraction de terres rares et de promouvoir le renminbi dans le commerce international, participant ainsi à la dédollarisation du système monétaire mondial³⁹. De son côté, la Russie verrait dans le renforcement du pouvoir de la junte une opportunité de renforcer sa présence nucléaire, notamment à travers un projet commun de centrale d'une capacité de 100 mégawatts mené par la société Rosneft, avec une possibilité d'expansion à 330 mégawatts, conclu entre le général Hlaing et le président Poutine au Kremlin en mars⁴⁰.

Pour la Tatmadaw, une future adhésion aux BRICS représenterait un levier diplomatique précieux pour briser son isolement et accéder aux instruments financiers du bloc, tels que la Nouvelle Banque de développement ou le Mécanisme de réserve d'urgence (CRA), en cas de pression sur la balance des paiements.

Cette convergence stratégique entre Naypyidaw, Pékin et Moscou s'était notamment illustrée lors du dernier défilé militaire du 9 mai à Moscou. Le président Xi Jinping y avait rencontré le général Hlaing pour lui réaffirmer son soutien et l'encourager à tenir ses engagements électoraux d'ici décembre 2025⁴¹. Des troupes birmanes avaient également participé au défilé cérémonial sur la place Rouge aux côtés de leurs homologues russes, une première pour l'armée birmane⁴². Ce

³⁹ M. CHARREL, « La Chine profite des sanctions occidentales pour pousser l'usage du yuan », *Le Monde*, 3 septembre 2023.

⁴⁰ Connaissance des énergies et Agence France-Presse, « La Russie et la Birmanie signent un accord sur la construction d'une petite centrale nucléaire », *Connaissance des énergies*, 4 mars 2025.

⁴¹ Ministère des Affaires Étrangères République Populaire de Chine, Xi Jinping rencontre le dirigeant du Myanmar, Min Aung Hlaing, 10 mai 2025.

⁴² F. GUILBERT, « Birmanie – Russie : Min Aung Hlaing à Moscou pour le 80^e anniversaire de la Victoire », *Gavroche Thaïlande*, 10 mai 2025.

geste constitue un succès diplomatique et militaire pour la junte et illustre la coordination croissante entre la Chine et la Russie sur le dossier birman.

Recul occidental

Depuis le retour au pouvoir de la junte en février 2021, la stratégie adoptée par les puissances occidentales, qu'il s'agisse des États-Unis ou des membres du G7, se caractérise par une approche prudente. Dans les jours et semaines ayant suivi le renversement du gouvernement civil, les cercles stratégiques américains avaient opté pour un soutien non létal aux OEA, craignant qu'une implication militaire accrue ne débouche sur une confrontation indirecte avec la Chine.

Le coup d'État militaire de 2021 a marqué un revers géopolitique majeur pour la promotion des valeurs et des normes démocratiques en Asie du Sud-Est, une région dans laquelle les acteurs occidentaux avaient beaucoup investi pour accompagner la transition démocratique birmane menée par Suu Kyi. Appuyée notamment par l'administration Obama, l'organisation des premières élections libres depuis un quart de siècle en 2015 avait suscité de réels espoirs de transformation. Cette dynamique s'était concrétisée par des réformes tangibles, telles que l'assouplissement de la censure des médias et la libéralisation de l'économie, qui laissaient entrevoir l'émergence d'un État plus moderne et intégré à l'ordre libéral international.

L'administration Trump avait adopté une position plus ferme sur les questions humanitaires : en réponse aux violences de 2017 contre les Rohingyas, le secrétaire d'État Mike Pompeo avait notamment interdit, en juillet 2019, à quatre hauts responsables militaires, dont le général Hlaing, d'entrer sur le territoire américain⁴³.

Depuis, les sanctions financières sont devenues l'outil principal de pression des pays occidentaux à l'encontre de la junte. Sous l'administration Biden, de telles mesures figuraient : des

⁴³ Agence Télégraphique Suisse, « Le chef de l'armée birmane sanctionné par Washington pour « nettoyage ethnique », 17 juillet 2019.

sanctions ciblées contre des officiers militaires et les entreprises liées au régime⁴⁴. Plus de 40 millions de dollars d'aide avaient également été redirigés vers la société civile⁴⁵. Dans le sillage de Washington, les Européens, les Britanniques et les Canadiens avaient durci les sanctions en 2024 visant à empêcher la junte d'avoir accès aux marchands d'armes et au carburant⁴⁶. Ces efforts sont toutefois entravés par la poursuite de l'approvisionnement en carburant des entreprises pétrolières sino-russes, dont PetroChina Company Ltd (Chine) et Rosneft (Russie)⁴⁷.

La seconde administration Trump a, quant à elle, maintenu une approche minimaliste : en février, elle avait reconduit la déclaration d'« urgence nationale » sur la Birmanie, prolongeant les sanctions existantes sans introduire de nouvelles mesures contraignantes⁴⁸. Elle avait également apporté une réponse dérisoire au dernier séisme birman, conséquence directe d'une réduction de quatre-vingt-trois pour cent des programmes d'aide internationale américaine, y compris sur le dossier birman⁴⁹. En juin, le président Donald Trump accentuait ce désengagement en signant un décret interdisant à douze pays, dont la Birmanie, l'entrée sur le territoire des États-Unis⁵⁰.

Ce manque de soutien affirmé de Washington semble avoir eu des conséquences tangibles sur le terrain : en avril, des pourparlers de cessez-le-feu entre la junte et la MNDAA aboutissaient au retrait de cette dernière de Lashio, une ville stratégique du nord de l'État Shan⁵¹. Cette issue avait été facilitée par la médiation chinoise, mais également par la pression exercée sur la MNDAA, notamment par des coupures d'électricité, d'eau et d'accès à Internet dans la région de Kokang, qu'elle contrôle⁵². Cette fragilité diplomatique a conduit la MNDAA à perdre une position clé,

⁴⁴ B. CHELLANEY, « US sanctions are driving Myanmar into China's arms », *Australian Strategic Policy Institute*, 10 juillet 2023.

⁴⁵ P. SAHA, « Finding an end to the Myanmar crisis: ASEAN's massive task », *Observer Research Foundation*, 2024.

⁴⁶ Belga, « Royaume-Uni, UE et Canada imposent des sanctions à la junte birmane », *La Libre Belgique*, 29 octobre 2024.

⁴⁷ S.S. PROTTOY, « Silent complicity: the global network behind the Sit-tat's airstrikes », *Australian Institute of International Affairs*, 20 mai 2025.

⁴⁸ The Irrawaddy, « Trump extends US National Emergency Declaration on Myanmar », 7 février 2025.

⁴⁹ R. WRIGHT et W. RIPLEY, « Myanmar's deadly earthquake exposes void left by US in global disaster responses », *CNN*, 14 avril 2025.

⁵⁰ Le Monde, « L'administration Trump interdit l'entrée aux États-Unis aux citoyens d'une douzaine de pays, dont l'Afghanistan, Haïti et le Yémen, à compter du 9 juin », 5 juin 2025.

⁵¹ F. GUILBERT, « Birmanie – Chine : Pékin propose de surveiller le cessez-le-feu à Lashio », *Gavroche Thaïlande*, 22 avril 2025.

⁵² V. CEBRON, « En Birmanie, l'emprise de la Chine se renforce », *La Croix*, 1^{er} mai 2025.

difficilement acquise en août 2024, offrant désormais à la Tatmadaw un accès direct aux flux militaires en provenance du Yunnan.

Répercussions sur l'ASEAN

L'étroite interdépendance économique entre la Birmanie et les pays de l'ASEAN accentue toutefois la vulnérabilité de la junte face aux choix politiques de ses voisins. C'est pour cette raison en particulier que les pays occidentaux se sont tournés vers l'ASEAN pour gérer la crise. Depuis 1997, la Birmanie est membre de l'association régionale, alors même qu'elle était dirigée par un régime militaire en froid avec les pays occidentaux. Parmi les principaux investisseurs de l'ASEAN en Birmanie figurent la Thaïlande, Singapour et la Malaisie.

Si la majorité de ces investissements a été suspendue ou réduite depuis le déclenchement de la guerre, les flux restants se concentrent majoritairement dans le secteur gazier. À titre d'exemple, l'entreprise thaïlandaise PTT Exploration and Production Public Company Limited avait mis fin en décembre 2022 à un projet de développement d'un nouveau champ pétrolier tout en augmentant sa participation dans le champ gazier de Yadana en rachetant les actions de Chevron⁵³. De plus, le 29 mai à Naypyitaw, la filiale de Northern Gulf Petroleum, une entreprise gazière thaïlandaise, avait conclu un contrat de partage de la production avec Gulf Petroleum Myanmar (GPM) pour un projet gazier offshore dans le golfe de Mottama⁵⁴.

Par ailleurs, un rapport du Conseil des droits de l'homme de l'ONU publié en 2024 accusait les cinq plus grandes banques thaïlandaises d'avoir facilité les transactions liées au commerce d'armes de la junte⁵⁵. Le même rapport révélait également que des entreprises immatriculées en Thaïlande avaient fourni pour plus de 120 millions de dollars d'équipements militaires à la Tatmadaw entre avril 2022 et mars 2024⁵⁶.

⁵³ Pattaya Mail, « PTT suspends Myanmar project with joint venture Bright Energy », 26 décembre 2025.

⁵⁴ *Op. cit.*, Gavroche Thaïlande, 2 juin 2025.

⁵⁵ Human Rights Council, « Banking on the death trade: how banks and governments enable the Military Junta in Myanmar. Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar », 2024.

⁵⁶ *Ibid.*

La suspension de la Birmanie des sommets de l'ASEAN⁵⁷ après le dernier coup d'État a exacerbé les divisions internes au sein de l'organisation. Si la Thaïlande, le Cambodge, le Laos, le Vietnam et le Brunei militent en faveur d'un retour rapide de la junte, Singapour et l'Indonésie sont favorables au maintien des restrictions⁵⁸.

Cette hétérogénéité s'inscrit dans une longue tradition de non-ingérence. Depuis la Déclaration de Bangkok de 1967, l'ASEAN évite systématiquement les sujets militaires, refusant de se présenter comme une alliance stratégique. Ce principe a ensuite été intégré au Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est (TAC) de 1976, où il est explicitement mentionné comme l'un des principes fondamentaux du bloc⁵⁹.

Deux facteurs expliquent cet ancrage normatif : d'une part, la défense de la souveraineté nationale, façonnée par les traumatismes de la colonisation occidentale ; d'autre part, la vulnérabilité des structures étatiques après la Seconde Guerre mondiale, qui a fait de la préservation de l'ordre intérieur un impératif de sécurité.

La guerre civile birmane remet aujourd'hui en cause les fondements de cette doctrine, au moment où l'ASEAN cherche à affirmer son rôle sur la scène internationale, tant sur le plan économique que diplomatique. Le consensus en cinq points adopté au début du conflit (5PC), et approuvé par la junte, en est une illustration : il appelle notamment à une cessation immédiate des violences et à l'ouverture d'un dialogue inclusif. Pour Singapour et l'Indonésie, ce plan constitue un seuil d'exigence que la Tatmadaw se doit de respecter.

Cette dynamique reste toutefois tributaire de la présidence tournante de l'ASEAN, souvent porteuse d'agendas divergents. La succession rapide des présidences (Brunei en 2021, Cambodge en 2022, Indonésie en 2023 et Laos en 2024) a en effet empêché l'émergence d'une politique régionale claire et constante.

La présidence du Laos en 2024 en est un exemple éloquent. Étroitement intégré à la BRI et entretenant des contacts réguliers avec les dirigeants militaires birmans, le gouvernement laotien

⁵⁷ Les généraux birmans ont été exclus des réunions de l'association pour non-respect des principes de paix défendus par le bloc.

⁵⁸ J.L. MAURER, « L'Asean face au coup d'État militaire en Birmanie : impuissance ou complicité ? », *The Conversation*, 25 août 2021.

⁵⁹ *Ibid.*

à parti unique cherchait à ne pas froisser Pékin. Il évitait de critiquer ouvertement la junte tout en s'abstenant de soutenir le NUG. Sous l'impulsion de son envoyé spécial auprès de l'ASEAN, l'ancien diplomate des Nations unies Anoulak Kittikhoun, le Laos avait tenté de maintenir le dialogue tout en exhortant la participation de la Tatmadaw aux réunions régionales.

Cette approche conciliante semble se poursuivre sous la présidence tournante malaisienne. En avril, le Premier ministre Anwar Ibrahim avait rencontré le général Hlaing à Bangkok pour prolonger le cessez-le-feu à des fins humanitaires après le dernier séisme⁶⁰. Il avait également exprimé son soutien aux élections anticipées, tout en appelant à des scrutins inclusifs, libres et équitables⁶¹. Mais cette ouverture a montré ses limites : la junte a poursuivi ses offensives, ignoré ses engagements et mobilisé des troupes, notamment le long de la route stratégique Sagaing-Monywa⁶². Face à cela, la réponse de l'ASEAN reste limitée : au 46^e sommet à Kuala Lumpur (26-27 mai), elle avait simplement réitéré son appel au respect du 5PC, tout en envisageant la désignation d'un envoyé spécial permanent en Birmanie⁶³.

Dans un contexte marqué par l'influence croissante de Pékin en Birmanie, une coopération diplomatique entre l'ASEAN et la Chine semble toutefois plausible pour débloquer la situation. Cette perspective s'impose à un moment où les États de l'ASEAN s'interrogent sur la fiabilité des engagements des États-Unis en matière de sécurité. Les Philippines apparaissent néanmoins comme une exception, tirant parti de leur relation bilatérale avec l'administration Trump : en avril, Manille avait reçu le feu vert pour l'acquisition de nouveaux chasseurs F-16⁶⁴ et avait mené des exercices conjoints avec les forces spéciales américaines dans le cadre des manœuvres Balikatan⁶⁵.

Mais la décision unilatérale du 2 avril d'imposer des droits de douane de vingt à quarante-neuf pour cent sur les importations en provenance du Vietnam, de Thaïlande, de Malaisie, du Cambodge et d'Indonésie a ravivé les interrogations quant à la cohérence stratégique du président Trump⁶⁶. Cette mesure s'inscrit dans sa volonté de rééquilibrer les flux commerciaux mondiaux par la

⁶⁰ P. WONGCHA-UM, « Myanmar junta, opposition set to extend ceasefire, Malaysia PM says », *Reuters*, 18 avril 2025.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² L. LOVETT, « Could an earthquake shift the balance in Myanmar's civil war? », *Al Jazeera*, 19 avril 2025.

⁶³ T. O'SULLIVAN, « L'Asean se détourne des États-Unis en faveur de la Chine et du Golfe », *Le Figaro*, 26 mai 2025.

⁶⁴ *Al Jazeera*, « US approves sale of 20 F-16 fighter jets worth \$5.58bn to Philippines », 2 avril 2025.

⁶⁵ A. RODIER, « Manœuvres US aux marches de la Chine », *Raids*, 25 avril 2025.

⁶⁶ D. LIEW, « L'impact des droits de douane de Trump sur l'Asie », *Allnews*, 28 avril 2025.

relocalisation industrielle aux États-Unis, tout en obligeant les États partenaires à se positionner entre Washington et Pékin dans leurs politiques économiques. Les tensions se sont aggravées en mai, lorsque le président Trump avait décliné la proposition malaisienne d'organiser un sommet ASEAN-États-Unis⁶⁷. Ce désintérêt n'est pas nouveau : il s'inscrit dans la continuité d'une attitude déjà manifestée lors de son premier mandat, au cours duquel il s'était fréquemment abstenu de participer activement aux réunions du bloc.

La situation s'est encore détériorée en juillet, avec la hausse des droits de douane sur les exportations malaisiennes, passées de vingt-quatre à vingt-cinq pour cent, alors même que le pays joue un rôle central dans les chaînes de valeur mondiales des semi-conducteurs et de l'électronique⁶⁸. Ces tensions bilatérales s'expliquent notamment par l'engagement de Kuala Lumpur en faveur de la cause palestinienne, qui a poussé le président Trump à nommer Nick Adams, un commentateur politique partisan de l'intervention militaire israélienne à Gaza, comme ambassadeur en Malaisie⁶⁹.

Dans ce climat, la Malaisie pourrait jouer un rôle central dans une médiation Chine-ASEAN sur la Birmanie. La Chine a déjà démontré son potentiel diplomatique lors du rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite en 2023⁷⁰, puis lors de la signature en juillet 2024, d'un accord de réconciliation entre 14 factions palestiniennes⁷¹. Dans un article intitulé « Que le navire de l'amitié sino-malaisienne vogue vers un avenir encore plus brillant », le président Xi avait personnellement affirmé sa volonté de coopérer avec la Malaisie pour promouvoir la paix et la stabilité régionales⁷². La position géographique centrale de la Malaisie en Asie du Sud-Est, sa maîtrise du détroit de Malacca et la présence d'une importante diaspora chinoise en font un partenaire naturel pour Pékin. C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'elle est devenue, en janvier, un État partenaire des BRICS, avec l'intention d'y adhérer pleinement dans un avenir proche.

⁶⁷ *Op. cit.*, T. O'SULLIVAN.

⁶⁸ Agence France-Presse, « La Malaisie fustige les droits de douane à l'ouverture d'une réunion de l'Asie du Sud-Est », 9 juillet 2025.

⁶⁹ Radio France Internationale, « Donald Trump nomme l'influenceur masculiniste sulfureux Nick Adams ambassadeur en Malaisie », 11 juillet 2025.

⁷⁰ P. RAMOND, « L'Iran et l'Arabie Saoudite rétablissent leurs relations diplomatiques, sur fond de médiation chinoise », *Le Grand Continent*, 10 mars 2023.

⁷¹ Z. ANTONIOS et Agence France-Presse, « Le Hamas et le Fateh signent à Pékin un accord pour un gouvernement d'« union nationale » à Gaza et en Cisjordanie occupée », *L'Orient-Le Jour*, 23 juillet 2024.

⁷² Xinhuanet, « Xi appelle à l'approfondissement de l'amitié sino-malaisienne dans une tribune », 15 avril 2025.

Le ministre malaisien des Affaires étrangères, Mohamad Hasan, avait d'ailleurs récemment déclaré qu'il prévoyait une nouvelle visite en Birmanie pour faire avancer les pourparlers de paix avec la junte⁷³. Fort de son expérience en matière de médiation régionale, notamment aux Philippines en 2014, puis en juillet 2025, lors de la crise frontalière entre le Cambodge et la Thaïlande, Kuala Lumpur pourrait étendre cette dynamique au-delà de sa présidence. Elle préparerait ainsi le terrain à une implication plus forte des Philippines, qui assureront la présidence de l'ASEAN en 2026.

Le président philippin, Ferdinand Marcos Junior, serait d'ailleurs contraint de modérer sa position à l'égard de la Chine, en raison des résultats décevants des élections sénatoriales du 12 mai, qui ont renforcé le camp de sa rivale, la vice-présidente Sara Duterte, favorable à un rapprochement avec Pékin. Lors d'une cérémonie de prestation de serment de 265 dirigeants nouvellement élus de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie philippino-chinoise, en juin, le président Marcos avait notamment exhorté les chefs d'entreprise à promouvoir les partenariats internationaux avec la Chine⁷⁴.

La coalition présidentielle Alyansa Para sa Bagong Pilipinas (Alliance pour des Nouvelles Philippines) n'avait en effet remporté que six des douze sièges en jeu, contre cinq pour la liste concurrente « Duter10 ». La vice-présidente avait axé sa campagne sur son opposition à l'arrestation de son père, Rodrigo Duterte, ex-président, par la Cour pénale internationale en mars. Ce dernier est accusé de crimes contre l'humanité pour sa guerre meurtrière contre la drogue⁷⁵.

Ces élections constituent un tournant majeur. Le Sénat, dont les pouvoirs constitutionnels sont importants, joue un rôle central dans la politique nationale et préfigure les dynamiques en vue de la présidentielle de 2028. Depuis l'arrestation de Rodrigo Duterte, la popularité de la vice-présidente a progressé de huit points, tandis que celle du président Marcos a chuté de dix-sept⁷⁶.

La tentative de destitution de Sara Duterte, approuvée par la Chambre des représentants en février, pourrait ainsi se retourner contre le camp présidentiel. Elle risque de raviver l'indignation

⁷³ Myanmar Peace Monitor, « ...there are no diplomatic issues with the military council », 14 juin 2025.

⁷⁴ J. MAITEM, « Philippines' Marcos softens stance amid economic pressures but will China bite? », *South China Morning Post*, 12 juin 2025.

⁷⁵ J. LOESCH, « Élections de mi-mandat aux Philippines : la guerre des clans à son comble », *Institut français des relations internationales*, 2025.

⁷⁶ Philippine Daily Inquirer, « Pulse Asia: Marcos trust, approval rate down; Sara Duterte up », 17 avril 2025.

publique et de favoriser l'émergence d'un autre candidat de l'opposition, déterminé à dénoncer l'administration actuelle. Le ralliement d'Imée Marcos, sœur aînée du président, et de Camille Villar, vice-présidente de la Chambre, à la liste Duter¹⁰ lors des sénatoriales, souligne que les lignes de fracture au sein du clan Marcos sont déjà visibles.

Conclusion

Les frappes aériennes contre les civils figurent parmi les principaux obstacles à une désescalade du conflit à court terme en Birmanie. Elles infligent de graves blessures physiques à leurs victimes et ont de lourdes conséquences psychologiques pour les communautés touchées. Elles constituent également un obstacle technique à l'accélération des négociations de paix, en demeurant un outil privilégié pour limiter les avancées terrestres des groupes armés non étatiques.

Le positionnement des États-Unis sous l'administration Trump témoigne d'une volonté manifeste de désengagement, tant sur le plan diplomatique qu'humanitaire. Face à la poursuite des crimes de guerre commis par la junte au lendemain du dernier séisme, la Maison-Blanche n'a introduit pour le moment aucune nouvelle mesure coercitive pour accroître la pression sur la Tatmadaw. Cette inaction s'est notamment traduite par une réponse humanitaire minimale, conséquence d'une réduction de quatre-vingt-trois pour cent des programmes d'aide internationale américaine, y compris sur le dossier birman.

Ce retrait a laissé un vide stratégique rapidement exploité par la Chine et la Russie, qui ont renforcé leur emprise sur la Birmanie. Pékin et Moscou ont en effet été les premiers pays à envoyer des travailleurs humanitaires sur le terrain, avec respectivement entre 120 et 135 secouristes. Elles sont également des partenaires clés de la junte dans le transfert de systèmes de défense et d'avions militaires. L'ensemble de ces aides s'inscrit dans la volonté des deux puissances de prévenir l'arrivée du NUG, soutenu par les pays occidentaux, une conjoncture qui pourrait compromettre leurs ambitions régionales, notamment la construction d'un nouvel ordre stratégique, économique et financier affranchi de l'influence américaine.

Dans ce contexte, les doutes entourant la constance de l'engagement américain dans la région pourraient avoir des conséquences durables dans les années à venir. Cela est d'autant plus probable à la lumière de la politique économique coercitive menée par l'administration Trump à l'encontre de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est. Dès lors, un rapprochement accru entre l'ASEAN et la Chine devient une perspective crédible, les deux parties partageant un intérêt commun à la stabilisation d'un espace clé pour leurs échanges économiques, à la jonction de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est.

Dans le cadre de ses ambitions géoéconomiques, Pékin a tout intérêt à réduire l'instabilité. L'État Kachin, riche en terres rares et en minéraux stratégiques, ainsi que l'État Rakhine, doté de ressources gazières importantes, pourraient devenir les prochains terrains d'une coopération diplomatique entre la Chine et l'ASEAN. La plupart des mines birmanes de terres rares se trouvent dans l'État Kachin, notamment dans le district de Kachin 1, au nord-est du pays. L'intensification des combats a paralysé ces activités, et les postes-frontières sont actuellement fermés. La reprise des opérations minières vers la Chine renforcerait la position dominante de Pékin dans ce secteur stratégique, en soutenant notamment son complexe militaro-industriel. Par ailleurs, la fin des hostilités dans l'État Rakhine permettrait à la Chine d'achever la construction du port de Kyaukphyu et aux sociétés gazières d'Asie du Sud-Est de reprendre leurs investissements.

Si un tel scénario se concrétisait, la politique étrangère indienne en Birmanie en serait profondément fragilisée. Cela menacerait directement la stratégie « Agir vers l'Est » du Premier ministre Narendra Modi, qui vise à renforcer les flux commerciaux, les investissements et le développement industriel entre l'Inde, la Birmanie et l'ASEAN. L'intégration croissante de la Birmanie dans la sphère d'influence stratégique chinoise pourrait générer des répercussions sécuritaires majeures pour New Delhi, notamment si la Chine venait à installer une présence militaire permanente sur l'île birmane de Coco, située à proximité immédiate des îles Andaman-et-Nicobar, où l'Inde possède des installations navales et aériennes stratégiques. En définitive, la Birmanie s'affirme comme un théâtre incontournable des rivalités géopolitiques régionales.

Bibliographie

- **Articles**

A. DAVIS, « Arakan Army holds the key to breaking Myanmar's junta », *Asia Times*, 26 mars 2025.

Agence Télégraphique Suisse, « Le chef de l'armée birmane sanctionné par Washington pour « nettoyage ethnique », 17 juillet 2019.

Al Jazeera, « US approves sale of 20 F-16 fighter jets worth \$5.58bn to Philippines », 2 avril 2025.

A. MANDRI, « En Birmanie, les dégâts du séisme s'ajoutent à la cruauté de la junte : « Les gens sont comme anesthésiés, c'est un traumatisme après un autre », *Le Monde*, 12 avril 2025.

A. RODIER, « Manœuvres US aux marches de la Chine », *Raids*, 25 avril 2025.

A. SELTH, « Myanmar's « failed junta » turns four », *Lowy Institute*, 29 janvier 2025.

B. CHELLANEY, « US sanctions are driving Myanmar into China's arms », *Australian Strategic Policy Institute*, 10 juillet 2023.

Belga, « Royaume-Uni, UE et Canada imposent des sanctions à la junte birmane », *La Libre Belgique*, 29 octobre 2024.

B. PEDROLETTI, « La Thaïlande coupe l'électricité aux centres de fraude birmans pour rassurer la Chine », *Le Monde*, 8 février 2025.

B. PHILIP, « En Birmanie, le parti d'Aung San Suu Kyi défie l'armée », *Le Monde*, 12 mars 2020.

Connaissance des énergies et Agence France-Presse, « La Russie et la Birmanie signent un accord sur la construction d'une petite centrale nucléaire », *Connaissance des énergies*, 4 mars 2025.

DR.H.H. THEIN., DR.A. ANDREOTTA et DR.D.S.A. GUTTORMSEN, « The devastating cost of the Myanmar earthquake », *Asialink*, 7 mai 2025.

D. LIEW, « L'impact des droits de douane de Trump sur l'Asie », *Allnews*, 28 avril 2025.

E. VÉRON et E. LINCOT, « La Birmanie, objet de toutes les attentions chinoises en Asie du Sud-Est », *The Conversation*, 8 septembre 2020.

F. GUILBERT, « Birmanie Express – Actualités : que retenir de l'actualité birmane du 30 juin au 6 juillet ? », *Gavroche Thaïlande*, 7 juillet 2025.

F. GUILBERT, « Birmanie – Conflit : Exclusif – Comment la guerre civile se nourrit des terres rares », *Gavroche Thaïlande*, 30 juin 2025.

F. GUILBERT, « Birmanie Express – Actualités : que retenir de l’actualité birmane du 9 au 15 juin ? », *Gavroche Thaïlande*, 16 juin 2025.

F. GUILBERT, « Birmanie Express – Actualités : que retenir de l’actualité birmane du 26 mai au 1er juin ? », *Gavroche Thaïlande*, 2 juin 2025.

F. GUILBERT, « Birmanie – Russie : Min Aung Hlaing à Moscou pour le 80^e anniversaire de la Victoire », *Gavroche Thaïlande*, 10 mai 2025.

F. GUILBERT, « Birmanie – Chine : Pékin propose de surveiller le cessez-le-feu à Lashio », *Gavroche Thaïlande*, 22 avril 2025.

Geopolitika, « En Birmanie, le trafic de drogue et la guerre politique sont étroitement liés. Entretien avec Adam Benna », *Conflicts – Revue de Géopolitique*, 27 mars 2025.

Interfax, « Russia sending some 60 tonnes of humanitarian assistance to those hurt by earthquake in Myanmar », 9 avril 2025.

J.L. MAURER, « L’Asean face au coup d’État militaire en Birmanie : impuissance ou complicité ? », *The Conversation*, 25 août 2021.

J. MAITEM, « Philippines’ Marcos softens stance amid economic pressures but will China bite? », *South China Morning Post*, 12 juin 2025.

La Libre Belgique, « Quatre civils tués dans un crash d’avion en Birmanie », 13 juin 2025.

Le Figaro et Agence France-Presse, « En Birmanie, une frappe de la junte juste après le séisme a fait sept morts chez les rebelles », *Le Figaro*, 30 mars 2025.

L. LOVETT, « Could an earthquake shift the balance in Myanmar’s civil war? », *Al Jazeera*, 19 avril 2025.

Le Monde, « L’administration Trump interdit l’entrée aux Etats-Unis aux citoyens d’une douzaine de pays, dont l’Afghanistan, Haïti et le Yémen, à compter du 9 juin », 5 juin 2025.

Le Monde et Agence France-Presse, « Aung San Suu Kyi poursuivie pour « fraude électorale » lors des législatives de 2020 », *Le Monde*, 16 novembre 2021.

M. CHARREL, « La Chine profite des sanctions occidentales pour pousser l’usage du yuan », *Le Monde*, 3 septembre 2023.

Myanmar Peace Monitor, « ...there are no diplomatic issues with the military council », 14 juin 2025.

M.S.N. CHAN, « Earthquake deals heavy blow to Myanmar Military », *The Irrawaddy*, 11 avril 2025.

Pattaya Mail, « PTT suspends Myanmar project with joint venture Bright Energy », 26 décembre 2025.

P.K. BENG, « Anwar's highly calculated handshake with Min Aung Hlaing », *Asia Times*, 18 avril 2025.

Philippine Daily Inquirer, « Pulse Asia: Marcos trust, approval rate down; Sara Duterte up », 17 avril 2025.

P. RAMOND, « L'Iran et l'Arabie Saoudite rétablissent leurs relations diplomatiques, sur fond de médiation chinoise », *Le Grand Continent*, 10 mars 2023.

P. SAHA, « Finding an end to the Myanmar crisis: ASEAN's massive task », *Observer Research Foundation*, 2024.

P. WONGCHA-UM, « Myanmar junta, opposition set to extend ceasefire, Malaysia PM says », *Reuters*, 18 avril 2025.

Radio France Internationale, « Donald Trump nomme l'influenceur masculiniste sulfureux Nick Adams ambassadeur en Malaisie », 11 juillet 2025.

Radio France Internationale, « Birmanie : après le séisme dévastateur, l'aide internationale tente de s'organiser », 30 mars 2025.

Radio Free Asia Burmese, « India sells arms to junta while claiming concern over crisis in Myanmar », *Radio Free Asia*, 7 mars 2023.

Reuters, « Indian army operation on Myanmar border kills 10 insurgents », 15 mai 2025.

R. WRIGHT et W. RIPLEY, « Myanmar's deadly earthquake exposes void left by US in global disaster responses », *CNN*, 14 avril 2025.

S. PIERRE, « En Birmanie, le séisme dévastateur a endommagé des temples ancestraux », *Le Figaro*, 2 avril 2025.

S.S. PROTTOY, « Silent complicity: the global network behind the Sit-tat's airstrikes », *Australian Institute of International Affairs*, 20 mai 2025.

Télévision Suisse Romande (RTS), « La Chine joue un double jeu en Birmanie », 17 mai 2025.

T. O'SULLIVAN, « L'Asean se détourne des États-Unis en faveur de la Chine et du Golfe », *Le Figaro*, 26 mai 2025.

The Irrawaddy, « Fighting nears Nawnghkio town as Myanmar Junta pushes to retake N. Shan », 5 juin 2025.

The Irrawaddy, « KIA, Junta troops continue battle for control of Myanmar's Jade Hub », 18 juin 2025.

The Irrawaddy, « Fighting nears Nawnghkio town as Myanmar Junta pushes to retake N. Shan », 5 juin 2025.

The Irrawaddy, « KIA-led force seizes Indaw from Myanmar Junta after 8-month battle », 8 avril 2025.

The Irrawaddy, « Trump extends US National Emergency Declaration on Myanmar », 7 février 2025.

V. CEBRON, « En Birmanie, l'emprise de la Chine se renforce », *La Croix*, 1er mai 2025.

W.Y.P. NAING et L. SAE-PHOO, « Northern Myanmar poses a challenge to China's critical minerals strategy », *The Diplomat*, 9 mai 2025.

Xinhuanet, « Xi appelle à l'approfondissement de l'amitié sino-malaisienne dans une tribune », 15 avril 2025.

Z. ANTONIOS et Agence France-Presse, « Le Hamas et le Fateh signent à Pékin un accord pour un gouvernement d' « union nationale » à Gaza et en Cisjordanie occupée », *L'Orient-Le Jour*, 23 juillet 2024.

- **Études**

A. LORIN, « La Birmanie et le drame des Rohingyas », *Vie publique*, 23 janvier 2020.

C. LECHERVY, Birmanie : armée, bouddhisme et guerre civile. *Études*, 2023, Hors-série (HS9), pp. 63-74.

Human Rights Council, « Banking on the death trade: how banks and governments enable the Military Junta in Myanmar. Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar », 2024.

Human Rights Council, « The billion dollar death trade: the international arms networks that enable human rights violations in Myanmar. Conference room paper of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar », 2023.

J-F. DI MEGLIO, Sécurité énergétique en Chine et diplomatie climatique vertueuse : le grand paradoxe. *GREEN*, 2001, vol. 1, n°1, pp. 67-70.

J. LOESCH, « Élections de mi-mandat aux Philippines : la guerre des clans à son comble », *Institut français des relations internationales*, 2025.

L. LIU, « China LRG in focus - Yunnan Province », *S&P Global Ratings*, 2023.

National Unity Government, « 2024 military progress report », *Republic of the Union of Myanmar Ministry of Defence*, 2025.

Z. ABUZA et N.N.T. AUNG, « Too little, too late: China steps up military aid to Myanmar's Junta », *Stimson*, 2025.

- **Sources gouvernementales**

Gouvernement du Canada, Faits sur les éléments des terres rares.

Ministère des Affaires Étrangères République Populaire de Chine, Xi Jinping rencontre le dirigeant du Myanmar, Min Aung Hlaing, 10 mai 2025.

- **Autres sources**

Fortify Rights, Myanmar Junta bombs civilians during ceasefire, hits earthquake zones, 2 mai 2025.

War Wings Daily, Guizhou (AVIC) JL-9 Shanying (FTC-2000 Mountain Eagle).



Institut
EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2025.

Institut d'études de géopolitique appliquée
121 rue du Vieux Pont de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org